

Éditorial

Les articles de ce numéro du Bulletin traitent des tendances récentes en matière de politique et de développement en Afrique. Ils sont organisés autour de trois préoccupations thématiques et d'un symposium sur les livres. Le premier thème, abordé dans l'article de 'Funmi Olonisakin, s'inscrit dans le contexte panafricain des dynamiques récentes de démocratisation, de paix et de sécurité en Afrique. Le deuxième se concentre généralement sur la politique africaine et comprend des articles de Peter Anyang' Nyong'o et d'Issa Shivji, le premier aborde le rôle des partis politiques dans la démocratisation et le développement et le second examine l'héritage du régime sortant de John Pombe Joseph Magufuli en Tanzanie. Le troisième thème, représenté par l'article de Jimí O. Adésinà, se penche sur la politique sociale et les leçons potentiellement transformatrices que l'on peut tirer de l'expérience de Covid-19 en Afrique. La dernière partie de ce Bulletin, contenant quatre articles, est composée d'essais provenant d'un symposium sur le récent livre de Mahmood Mamdani, *Neither Settler nor Native : The Making and Unmaking of Permanent Minorities*. Chacune de ces préoccupations traite d'un thème spécifique mais, collectivement, elles renforcent l'argument clé sur la politique, l'identité et le développement qui est avancé dans ce numéro du Bulletin.

La question centrale de ces articles est la politique en Afrique en relation avec la promesse insaisissable ou en recul du développement. Les auteurs s'intéressent aux diverses manifestations du projet de développement postcolonial qui est dans l'impasse, mais ils proposent également des alternatives pour engendrer une paix et un développement durables. Bien que les préoccupations ne soient pas nouvelles, les auteurs interrogent les nouvelles manifestations de vieux problèmes liés au dysfonctionnement de la politique en Afrique et leurs conséquences sur le développement.

L'externalisation de la « planification » à des acteurs internationaux sous la forme de partenaires multilatéraux ou bilatéraux, par exemple, est réapparue dans une grande partie de l'Afrique et constitue l'une de ces préoccupations. Non seulement ce « partenariat » fausse les aspects de la planification interne, mais il fragilise également les capacités locales existantes

et empêche la réalisation du contrat social pouvant exister entre l'État et la société. Ce contrat est en fait traité comme une relique de l'ère post-indépendance immédiate dont la pertinence est aujourd'hui mise en doute. Mais nous savons que le développement, pour reprendre les termes de Souleymane Bachir Diagne, « ce n'est pas [...] gérer au quotidien les urgences » (Diagne 2011 : 58).

La tension entre la planification à long terme et la pratique récurrente du développement, qui consiste à « gérer au quotidien les urgences », continue de peser sur l'Afrique. La déconnexion entre les deux contribue à une perte d'espoir croissante sur le continent. Rien n'illustre mieux cette tension que l'assaut inattendu de la pandémie du Covid-19. La pandémie, ses ravages et l'incertitude qu'elle a créée chez tout le monde, y compris les communautés de travail, ont renforcé le sentiment de désespoir, notamment parce qu'en l'absence d'une planification adéquate, les communautés n'ont pas disposé de filets de sécurité sociale fiables et efficaces. La situation a été aggravée par l'« apartheid vaccinal » et la « duplicité européenne qui ébranle les efforts de lutte contre la pandémie » (Chowdhury et Sundaram 2021). Ces évolutions sont préoccupantes pour deux raisons : premièrement, la diminution de l'espoir est aggravée par l'absence de suivi approprié des cadres normatifs existants pour garantir que le développement a bien lieu ; deuxièmement, la centralité de l'agence africaine dans ce processus continue d'être ignorée, désapprouvée ou simplement bloquée.

L'incapacité à maintenir l'espoir en Afrique et dans d'autres pays en développement acquiert des dimensions nouvelles et alarmantes dans le contexte des défis globaux à la démocratie, comme en témoigne la popularité des mouvements conservateurs et nationalistes en Amérique du Nord et en Europe et l'ascension au pouvoir de ces mouvements dans plusieurs pays. Les politiques économiques de ces mouvements posent la question du développement en termes minimalistes, se référant souvent simplement à la création d'environnements favorables au secteur privé, tout en minimisant le rôle de l'État, qui doit protéger les citoyens en leur fournissant une aide

sociale. La pression exercée par les partenaires du « développement » en Afrique pour mettre en œuvre des cadres juridiques afin de rendre leurs pays attrayants aux investissements directs étrangers et « propices aux affaires » n'est qu'un exemple qui montre comment se construit un environnement défavorable. En insistant sur une dichotomie État-société, la pensée économique émanant des arguments néoconservateurs compromet la logique même du développement. La théorie économique néoclassique qui donne du poids aux arguments en faveur du retrait de l'État et de la limitation de son rôle dans l'offre de services sociaux a connu un parcours fructueux au cours des dernières décennies, avec un défi intellectuel limité. Mais la pandémie, comme l'affirme Jimí O. Adésinà dans ce Bulletin et Howard Stein ailleurs, a mis en évidence la vacuité de la base sur laquelle repose l'argument contre un État fort et fonctionnel.

Ce numéro du Bulletin du CODESRIA, tout en abordant le défi croissant de l'espoir, est donc un numéro d'introspection. Au cœur des différents articles se trouve l'affirmation selon laquelle les perspectives de l'agenda de la paix et du développement en Afrique sont profondément incertaines, non pas en raison de l'absence d'un cadre normatif mais, comme le dit Funmi Olonisakin, en raison de « profondes failles dans son infrastructure de leadership ». Le problème, tel que le diagnostique Olonisakin dans son analyse ici, est le suivant :

Il y a une grave pénurie de la qualité de leadership qui permettrait de sécuriser et de développer l'Afrique. Si nous avons suivi la trajectoire prévue, nous serions peut-être parvenus à sécuriser les peuples africains et à faire taire les armes. Au niveau national et international, la faiblesse du leadership et le non-enracinement des dirigeants nationaux, leur déconnexion des citoyens, ont gravement affaibli les institutions à tous les niveaux.

Mais le Bulletin trouve également un équilibre en suggérant une approche « prospective », telle qu'elle est formulée par de nombreux universitaires africains qui plaident en faveur d'une agence africaine du développement et insistent sur « le caractère indigène ou « organique » du développement » (Diagne 2011 : 62). Quels que soient les succès et les échecs de la mise en œuvre des plans existants pour assurer le programme de développement de l'Afrique, ils ne doivent pas faire oublier la volonté initiale de concevoir des instruments politiques et économiques viables pour la croissance et le développement de l'Afrique. Ceci est vrai pour la

planification continentale africaine en général et pour les variations nationales ou régionales en particulier.

Cependant, ce Bulletin suggère qu'une conversation urgente est nécessaire si les instruments existants de mobilisation politique doivent être ré-imaginés pour faciliter le développement. Anyang' Nyong'o se concentre sur les partis politiques, mais insiste sur le fait qu'ils doivent s'assurer une légitimité par le biais des processus électoraux pour pouvoir exercer le pouvoir de l'État et poursuivre le développement. Issa Shivji, quant à lui, réfléchit à l'expérience de la Tanzanie dans le cadre de ce qu'il appelle le « phénomène Magufuli », démontrant à quel point le défunt Magufuli a hérité de l'une des plus formidables machines de parti d'État, mais a institué une forme de gouvernement que Shivji qualifie de bonapartisme messianique. Selon Shivji, la variante messianique du bonapartisme civil « gouverne par la volonté du leader. Il légitime son pouvoir non seulement par des mesures matérielles dans l'intérêt des opprimés (appelés *wanyonge* en Tanzanie) mais aussi par des appels métaphysiques ». Le résultat de cette forme de politique, conclut-il, est que les sociétés restent « fragiles et les masses désorganisées » et sont « vulnérables et propices à la montée des nationalistes et populistes étroits d'une part, et des néolibéraux rampants d'autre part ».

La question de la fragilité des politiques est abordée dans l'analyse que Jimí O. Adésinà entreprend dans son article. En se concentrant sur l'architecture de la politique sociale qui sous-tend les régimes de protection sociale au Nigeria et en Afrique du Sud, l'analyse montre à quel point cette architecture est faible et inefficace dans un contexte où la structure du marché du travail est dominée par l'informel. Dans l'ensemble, l'article propose une idée du développement « fondée sur un projet national souverain ». Par là, Adésinà marque sa préférence pour une politique sociale transformatrice qui ne peut être que le résultat d'une notion de développement basée sur une prise de décision autonome.

Ce numéro du Bulletin contient également trois interventions sur le livre récent de Mahmood Mamdani, *Neither Settler nor Native : The Making and Unmaking of Permanent Minorities*. Ce livre soulève des questions importantes sur l'histoire de la nation et constitue un argument de poids pour repenser la modernité politique. Les interventions d'Ibrahim Abdallah, de Sabelo J. Ndlovu-Gatsheni et d'Adom Getachew s'engagent diversement dans la critique de Mamdani, la situant dans la trilogie de l'œuvre

de Mamdani, dans la nécessité d'une révolution épistémique et, en fait, dans le cadre de l'identification des leçons que la modernité politique pourrait emprunter à l'Afrique. Comme Adom Getachew le résume bien dans son intervention, « l'Afrique n'offre pas seulement un levier pour l'analyse de la vie moderne tardive, mais elle peut aussi servir de base à la construction d'un modèle normatif alternatif pour répondre aux impasses de la modernité politique ».

Références

- Chowdhury, A. and Sundaram, J. K., 2021, 'European Duplicity Undermines Anti-Pandemic Efforts', *IPS News*, 20 July (<http://www.ipsnews.net/2021/07/european-duplicity-undermines-anti-pandemic-efforts/>). Visité le 20 juillet 2021.
- Diagne, S. B., 2011, 'On Prospective: Development and a Political Culture of Time', in Keita, L., ed., *Philosophy and African Development: Theory and Practice*, Dakar: CODESRIA.
- Stein, H., 2020, 'Africa and the Economic Pathologies of the COVID-19 Pandemic', in Carmody, P., McCann, G., Colleran, C. and O'Halloran, C., eds, *COVID-19 in the Global South: Impacts and Responses*, Bristol: Bristol University/Policy Press, with the Development Studies Association of Ireland.

Godwin R. Murunga

Secrétaire exécutif, CODESRIA

&

Ibrahim O. Ogachi

Directeur des Publications (par intérim), CODESRIA